

## **La situation en Afghanistan au coeur du sommet de l'OTAN à Riga**

**Riga, 29 nov -(MAP)- Les chefs d'Etat et de gouvernement des 26 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) se retrouvent mardi et mercredi à Riga, la capitale lettone, pour un sommet exclusivement consacré à la question afghane.**

**Lors de ce sommet, qui se tient pour la première fois, et sous surveillance maximale, sur un ancien territoire de l'ex-Union soviétique (URSS), après l'adhésion de la Lettonie à l'OTAN en 2004, les dirigeants de l'Alliance devront s'interroger sur les mesures militaires et politiques à prendre pour faire face à la détérioration de la situation en Afghanistan, notamment le soutien de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) qui regroupe 32.000 soldats de 37 pays, dont les 26 pays alliés, pour appuyer le gouvernement de Hamid Karzai.**

**En effet, malgré cette présence qui témoigne de l'effort sans précédent et de l'action menée pour aider et assister le gouvernement et le peuple afghans dans le processus de développement et de reconstruction du pays, de sécurité et de lutte contre le trafic de drogue, la situation est devenue très critique d'autant plus que les forces de l'ISAF ne sont pas parvenues ces derniers mois à enrayer la montée des violences et le retour des Talibans, dans le sud et l'est du pays: 3.700 morts cette année, soit quatre fois plus qu'en 2005 avec des pertes particulièrement lourdes pour les contingents australien, américain, canadien, néerlandais et britannique.**

**Ces pays qui ont déployé 10.000 soldats réclament des renforts aux troupes engagées dans des zones plus calmes, notamment françaises, italiennes, espagnoles ou allemandes. Face à cette situation, le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer a déploré mardi l'incapacité des pays alliés à fournir les renforts nécessaires face aux talibans, leur renouvelant sa demande à lever les restrictions à l'usage de leurs forces.**

**Dans ce même ordre d'idées, le porte-parole de l'OTAN, James Appathurai a souligné lors d'un point de presse, la nécessité de l'entraide et de la solidarité entre les pays alliés dans les situations d'urgence, réaffirmant l'appel de M. Scheffer à la réduction des restrictions d'emploi. Ces restrictions d'emploi sont notamment d'ordre géographique. Ainsi, l'Allemagne présente dans le nord du pays, la France à Kaboul, ou l'Italie dans l'ouest se sont refusées jusqu'à présent à envoyer une partie de leur contingent pour appuyer les forces canadiennes, britanniques ou néerlandaises qui se heurtent dans le sud aux talibans.**

**Ces pays invoquent la nécessité de ne pas dégarnir les zones dont ils ont la responsabilité. La règle au sein de l'Otan veut que les pays soient**

**consultés avant tout engagement de leurs soldats, surtout dans des opérations de combat. Parmi les autres restrictions, figurent celles d'ordre institutionnel: la consultation du Parlement de tel ou tel pays étant requise pour tout changement d'affectation, particulièrement pour remplir des missions de combat en lieu et place du maintien de la paix, comme c'est le cas pour l'Allemagne, dont la Constitution interdit aux militaires de se mêler de maintien de l'ordre et des opérations de police en cas d'émeute.**

**Face à ces restrictions que le général britannique David Richards, qualifie d'entrave à la bonne conduite des opérations militaires", les dirigeants des pays les plus exposés à perdre des soldats dans les violents combats du sud afghan, insistent sur la nécessaire solidarité entre alliés.**

**Les appels à la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne -dont les troupes opèrent dans des régions relativement calmes- se sont ainsi faits de plus en plus pressants ces derniers mois, mais l'Espagne et l'Italie ont indiqué mardi à Riga, peu avant l'ouverture du sommet, qu'elles n'avaient l'intention ni d'augmenter leurs troupes ni de les envoyer combattre dans le sud du pays, au moment où la France, qui avait toujours refusé de s'engager hors de Kaboul, a accepté que ses soldats puissent sortir de la capitale afghane pour porter assistance en cas d'urgence à ses alliés dans le sud, mais "ce geste de solidarité", selon la Présidence française, ne sera décidé qu'au "cas par cas" et seulement par le commandement français.**

**En parallèle de cette décision, la France a proposé la création d'un groupe de contact" pour mieux coordonner la reconstruction de l'Afghanistan. M. Scheffer n'a pas manqué d'apporter son soutien à cette initiative. "Nous avons besoin d'une meilleure structure de coordination internationale pour l'Afghanistan" qui supervise à la fois la sécurité, la reconstruction et les politiques qui s'y rattachent", a-t-il expliqué, évoquant la proposition française mentionnée dans une tribune du président français, M. Jacques Chirac, et publiée mardi matin dans la presse de nombreux pays.**

**Dans cette tribune, le chef d'Etat français affirme que "pour créer les conditions d'un succès, nous devons inscrire notre action dans le cadre d'une stratégie globale, d'un processus politique et économique réaffirmé", soulignant que "la mise en place d'un groupe de contact qui rassemble les pays de la région, les principaux pays engagés et les organisations internationales, comme cela existe au Kosovo, me semble nécessaire pour donner à nos forces les moyens de réussir leur mission en soutien des autorités afghanes et recentrer l'Alliance sur la conduite des opérations militaires".**

**Au côté de la question afghane, les dirigeants des pays alliés vont examiner un bon nombre de dossiers concernant l'évolution de l'Alliance atlantique et le processus de transformation en cours, qui permet à l'Alliance d'appliquer sa vision stratégique, consistant à mettre en œuvre toute la gamme de ses missions et de ses opérations, et de promouvoir la stabilité là où elle est nécessaire pour garantir la sécurité et défendre les valeurs démocratiques, l'opportunité d'étendre ses compétences dans la reconstruction, le développement et le renforcement de ses relations avec ses partenaires.**

**Les responsables de l'OTAN évoqueront notamment la question du Kosovo et devront présenter le rôle que l'Alliance y jouera dans la période de l'après-statut ainsi que les dossiers relatifs au Darfour et à la sécurité énergétique. Seront également évoqués les éléments clés du processus de transformation de la structure de l'OTAN, tels que la Force de réaction de l'OTAN (NRF), une force interarmées (terrestre, aérienne et navale) forte de quelque 25.000 hommes qui permettra à l'alliance de mener toute la gamme de missions depuis les opérations de secours en cas de catastrophe ou de maintien de la paix jusqu'aux opérations de combat, outre la défense antimissile et les diverses initiatives essentielles pour que les capacités militaires de l'OTAN soient adaptées en fonction des nouvelles menaces à l'égard de la sécurité dans le monde.(MAP).**